l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHR

Besançon, le 14/02/2022

Salaires 2022 : alignés sur les profits des grands groupes !

Le week-end dernier est arrivé sur Paris le « Convoi de la liberté », des véhicules convergeant sur la capitale en signe de protestation contre le « passe Macron ». Sept mille personnes que le préfet de police de Paris, Didier Lallement, a accueillies avec davantage de policiers et de gendarmes – plus des canons à eau, des tracteurs anti-barricade, des camions-grues, des dépanneuses et autres véhicules de remorquage, des blindés de la gendarmerie. Ce gouvernement a une peur bleue de toute manifestation de colère.

La liberté, mais laquelle ?

Liberté d'exploiter, comme s'en revendiquent les patrons, ou liberté de vivre dignement d'un salaire, pension ou autre allocation, et pour ça d'en arracher l'augmentation par la lutte ? Il ne devrait pas exister aujourd'hui de revenu inférieur à 1 800 euros. C'est ce qu'on pouvait entendre de certains manifestants mais ce n'est pas ce que les initiateurs du Convoi de la liberté, appartenant à des courants anti-passe, anti-vax, complotistes, voire d'extrême droite, ont proposé de défendre à celles et ceux qu'ils ont appelés à manifester. La revendication d'augmentation des salaires s'impose pourtant aujourd'hui face aux prix qui explosent. Les salaires devraient grimper au rythme des prix, dont ceux des carburants.

Vive le convoi des grèves

L'augmentation des salaires s'invite non seulement dans les discussions mais aussi dans des luttes. De nombreuses grèves pour les salaires ont éclaté à travers le pays, qui embarquent un bon nombre de travailleurs dans leurs wagons. La semaine dernière, les salariés de Vuitton (groupe LVMH) étaient en grève, après ceux de Sephora quelques semaines plus tôt. Il y a eu aussi grève chez CNP Assurances, au Crédit mutuel Arkéa, chez Dassault Aviation, Safran, BioMérieux… La liste s'allonge. Fait notable : ces grèves obtiennent assez vite des résultats, des primes ou des augmentations, car les patrons craignent la contagion. Les salariés d'ISS, entreprise de nettoyage sur des sites PSA, ont obtenu 100 euros net ainsi que d'autres primes et congés supplémentaires, ceux d'Arkema près de 80 euros. Si le mouvement se généralise et s'unifie, il peut devenir un fait politique et devenir le cauchemar de Macron et des possédants. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, des mouvements sur les salaires et la vie chère s'organisent également, face à un système économique dont le caractère aberrant et injuste est criant.

Un système capitaliste sans vergogne

D'un côté, une majorité de la population qui n'arrive plus à joindre les deux bouts. De l'autre, une minorité d'actionnaires et de dirigeants de grands groupes, qui affichent des profits et des fortunes indécentes. En France, au cours de la pandémie, les milliardaires ont vu leur fortune augmenter de 236 milliards d'euros, soit une hausse de 86 %. Vient de tomber l'annonce des 137 milliards d'euros de profits cumulés en 2021 par les grands groupes capitalistes français. Au palmarès de ces entreprises du CAC 40 : 14 milliards pour TotalEnergie ; 12 milliards pour LVMH et Stellantis ; 8 milliards pour BNP Paribas et Sanofi… Du jamais vu ! Des profits record qui encouragent les travailleurs à exiger leur dû. Sans parler des vautours comme Orpea ou Korian, qui se sont engraissés sur ce qu'on appelle désormais l'« or gris », ont accumulé un magot sur le dos des résidents des Ehpad : business sur le grand âge !

Avec Philippe Poutou : urgence anticapitaliste !

Une autre logique est possible. Celle qui défend nos vies contre leurs profits, et que Philippe Poutou incarne dans la campagne des présidentielles. Il serait utopique d'exiger d'avoir 1 800 ou 2 000 euros par mois pour vivre, toutes et tous ? Mais n'est-il pas plus utopique, voire surréaliste, qu'un Bernard Arnault (PDG de LVMH) gagne deux smic et demi à l'heure ? Cette société-là, on n'en veut pas. Nous devons l'affirmer par nos mobilisations, mais aussi l'exprimer dans l'élection présidentielle par un vote en faveur de Philippe Poutou, un candidat ouvrier qui est des nôtres, qui défend l'urgence de renverser le système capitaliste.

Ubuesque

Lundi dernier, la direction semblait très, très embêtée. Il n'y avait eu que 3 000 agents, sur 7 000, qui lui avaient retourné leur justificatif de passe vaccinal, et cela, alors que la date limite est le 15 février.

L'ARS va-t-elle lui demander de suspendre 4 000 salariés ?

Ça craque de partout, donc on continue ?

Alors que quelques lits sont maintenant libres et que l'ARS envisage l'arrêt du plan blanc à partir de cette semaine, l'absentéisme est toujours aussi fort. La semaine dernière, chez les aides-soignants, il frôlait les 18 %.

La situation ne faisant que se détériorer, les agents craquent. De plus, depuis de nombreuses années, les directions ne forment plus, ou très peu, d'aides-soignantes et d'infirmières par la formation continue. Ce n'est pas comme ça que la pénurie de personnel va se résorber !

Avec Hublo, difficile de voir le bout du tunnel !

Depuis le 1er février, la direction a mis en place le logiciel Hublo. Il est censé aider à la « gestion de l'absentéisme ». L'agent (pour l'instant les IDE et les AS), sur la base du volontariat, s'inscrit sur la plateforme à certains horaires et reçoit une réponse quand une plage horaire est disponible dans son pôle ou dans tout l'hôpital. Oh, la belle usine à gaz !

Cela permettra, peut-être, à certains d'accumuler quelques heures sup'. Mais comme l'application fonctionne au volontariat, il y a un véritable risque de dérèglementation du temps de travail, ainsi que des règles des repos, surtout pour les plus précaires.

Québec : infirmières et travail forcé

Devant la pénurie de personnel, le gouvernement du Québec a généralisé le recours à la législation dite du *« temps de travail supplémentaire obligatoire »*, qui permet d'imposer aux soignants, en particulier aux infirmières, des semaines de travail de 60, voire parfois 70 heures ! Si elles refusent, elles subissent menaces et intimidation, et, dans certains cas, sont passibles de sanctions pénales et même d'emprisonnement.

La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec a déposé une plainte devant l'Organisation internationale du travail (OIT) pour qu'elle condamne des pratiques assimilées à du « travail forcé ».

Mieux vaut tard que jamais

Le décret permettant le reclassement des préparateurs en pharmacie, des laborantins et des diététiciennes de la catégorie B à la catégorie A est enfin paru le 24 janvier au *Journal officiel*, et prend effet au 25 janvier. Ces salariés n'avaient pas été reclassés en octobre dernier, comme les IDE, les manips, les AS, pour une sombre histoire de diplômes qui ne le permettaient pas. Maintenant que ce reclassement est possible, est-ce que ces collègues vont bénéficier d'un effet rétroactif qui serait le bienvenu sur leur paye et sur leur retraite ?

Nos mamies valent plus que leurs profits

Dans un rapport régional de 2020, la Cour des comptes estimait que l'Ehpad départemental du Creusot était en sureffectif. Avec 89 salariés à temps plein pour 100 résidents, les magistrats financiers demandaient des diminutions de personnel pour s'ajuster sur la moyenne nationale des Ehpad publics de 68 salariés pour 100 résidents. Or, pour les traiter dignement, il faut au moins un salarié par résident.

Des groupes privés font leur beurre sur le dos des personnes âgées, ce que la classe politique fait semblant de découvrir depuis que le scandale de la maltraitance dans les Ehpad privés a éclaté. La même politique d'économie se mène dans le public.

« Nous ne sommes rien, soyons tout ! »

D'après le journal *Libération*, le candidat pas encore déclaré Macron aurait déjà ses conditions : pour les futurs débats de la présidentielle, il veut bien des « principaux candidats », mais pas de Philippe Poutou. Pas question de risquer de se faire « mitrailler » par un ouvrier, comme Fillon ou Le Pen il y a cinq ans. Derrière notre camarade, c'est aux travailleurs qu'il ne veut pas être confronté. « Ceux qui ne sont rien » lui font donc peur à ce point ?

Sans-abris : la situation se dégrade encore

La situation des personnes en grande pauvreté s'aggrave. On compte aujourd'hui plus de 300 000 personnes sans domicile. Plus de 50 000 enfants vivent en hébergement d'urgence, dont plus d'un millier dans la rue. Une situation indigne dans un pays aussi riche, mais les gouvernants se contentent de discours hypocrites et de lois symboliques, comme un droit opposable au logement jamais appliqué.

Les milliards déversés sans compter sont réservés aux banques et aux grandes entreprises.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/